



Décision n° 2018-284

autorisant une activité de prises de vues
dans un cadre professionnel ou à des fins commerciales
dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-65 et R.331-68,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3, 15 et 16,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national et les modalités 29 et 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU l'arrêté n°2013-09 instituant la zone réglementée des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe, notamment ses articles 4, 6 et 7,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU la demande présentée le 30 juin 2018 par Monsieur Emmanuel BOITIER, photographe professionnel,

Considérant que la demande de prises de vues et de sons entre dans un des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir « 1° réalisation de films, reportages ou documents didactiques ou pédagogiques » liés au territoire du Mercantour et « 2° participation aux missions de l'établissement public du parc »,

Décide :

Article 1:

La société « Emmanuel BOITIER » identifiée par le numéro SIRET 49849935900038, représentée Monsieur BOITIER Emmanuel et ci-après désignée « le bénéficiaire », est autorisée aux conditions définies dans les articles suivants, à effectuer des prises de vues dans un cadre professionnel dans le cœur du Parc national du Mercantour.

Ces prises de vues et de sons sont destinées à réaliser un portfolio représentant les caractères de l'ensemble des vallées du Parc national du Mercantour, dans le cadre d'un reportage prévu dans le magazine TERRE SAUVAGE « spéciale 40 ans du Mercantour ».

Article 2 :

Cette autorisation est accordée du 16 juillet au 15 septembre 2018, sur l'ensemble du cœur du Parc national du Mercantour, y compris la zone réglementée des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe.

Le bénéficiaire est tenu d'informer préalablement le service coordinateur du Parc national des sites et du programme de prises de vues retenus, au minimum 3 jours ouvrés avant la date de présence effective sur place.

Contacts service « Sensibilisation et Valorisation du Territoire »

- chef de service, Julie MOLINIER

04.93.16.50.82 / 06.84.70.74.82 (julie.molinier@mercantour-parcnational.fr)

- adjoint de service – Emmanuel GASTAUD

04.93.16.50.84 / 06.84.47.73.59 (emmanuel.gastaud@mercantour-parcnational.fr)

Article 3 : prescriptions particulières liées aux prises de vues et de sons réalisées à l'aide de moyens techniques terrestres

3.1. Les prises de vues devront être organisées de telle sorte qu'elles n'occasionnent aucun dérangement de la faune sauvage, ni dégradation du milieu naturel de quelque manière que ce soit.

A ce titre, la recherche et la poursuite de toute espèce animale sont interdites.

3.2. Les prises de vues nocturnes en extérieur sont autorisées sous réserve de n'utiliser aucun appareil d'éclairage artificiel.

3.3. Le bénéficiaire est tenu de ne pas réaliser de placement de produits ou services commerciaux dans les prises de vues réalisées en cœur de parc.

Cette interdiction ne s'applique pas en ce qui concerne la promotion de produits ou services bénéficiant de la marque « Esprit Parc National ».

3.4. Dans la zone réglementée des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe, le bénéficiaire est tenu de ne pas utiliser de support (type trépied) équipé d'embouts ferrés, sauf à ce que ces derniers soient neutralisés par des protections adaptées.

Article 4 : prescriptions particulières liées aux prises de vues et de sons réalisées à l'aide de moyens techniques aériens

La présente décision ne vaut pas autorisation de survol d'un aéronef motorisé en-dessous de 1000 mètres du sol au-dessus du cœur de Parc national, y compris d'un aéronef télépiloté sans personne à bord (drone).

En tant que de besoin, le bénéficiaire sollicitera l'autorisation nécessaire, dans le respect des délais et dispositions réglementaires en vigueur.

Article 5: circulation des personnes dans la zone réglementée des Merveilles et de Fontanalbe

Conformément à la réglementation n° 2013-09, le bénéficiaire est autorisé à circuler à pieds en-dehors des itinéraires ouverts à la circulation du public, à condition d'être accompagné d'un professionnel de la montagne ayant obtenu l'agrément Merveilles ou d'un agent du Parc national du Mercantour

Article 6 :

Le bénéficiaire devra adopter un comportement respectueux du milieu naturel, des espèces, des usagers et des visiteurs en se conformant scrupuleusement à la réglementation du cœur du Parc national du Mercantour.

Article 7 :

7.1. Le bénéficiaire est tenu de faire figurer dans son reportage et sur ces photographies, la mention « réalisé dans le Parc national du Mercantour, avec l'autorisation du Directeur ».

7.2. Dans un délai de 6 mois à compter de l'échéance de la présente, le bénéficiaire transmettra au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour :

- une copie haute définition d'une sélection d'au moins 5 clichés réalisés dans le cœur du parc national
- une copie du reportage ou un lien Internet lui permettant de visionner le reportage sans limite de durée de validité.

7.3. Les copies de ces documents seront libres de droit d'utilisation dans le cadre des activités gratuites pédagogiques et/ou d'information menées par l'Établissement public du parc national (animations, conférences, plaquettes, communication visuelle...), sous réserve de la mention obligatoire «© Emmanuel BOITIER 2018 ».

Le cas échéant, le bénéficiaire autorise le Parc national du Mercantour à publier le lien électronique du reportage sur son site Internet, sous réserve de la mention obligatoire

7.4. En cas de cession des images réalisées dans le cadre de la présente, leur utilisation à des fins publicitaires est interdite sauf autorisation dérogatoire préalable délivrée par le directeur de l'Établissement public du parc national, au profit de la personne bénéficiaire de cette cession.

Article 8 :

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations qui peuvent être requises, notamment auprès des communes, propriétaires ou ayants-droits concernés.

Elle ne vise qu'à limiter l'impact de l'activité sur la flore et la faune sauvages, les milieux naturels et le caractère du parc national. Elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assuré par l'Établissement public du Parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière.

Le bénéficiaire en assume toute la responsabilité civile et pénale, notamment en cas d'accident.

Article 9 :

Le bénéficiaire devra présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du Parc national ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 10 :

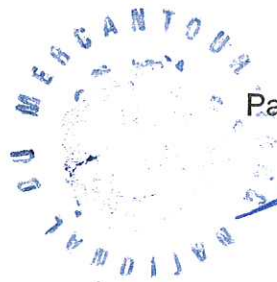
Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 11 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 18 juillet 2018



Le Directeur-Adjoint du
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER